

# Le Journal du Dimanche

## **Le collectif des associations unies appelle à « tout faire pour que plus aucun enfant ne dorme à la rue »**

17h30 , le 15 octobre 2022

TRIBUNE. 29 responsables associatifs et 22 députés s'inquiètent du nombre croissant d'enfants à la rue, et appellent, entre autres, à maintenir le financement de places d'hébergement d'urgence.

« Certains impératifs humains n'ont pas de couleur politique. Nous, enseignants, parents d'élèves, associations, citoyens, parlementaires, appelons à tout faire pour que plus aucun enfant ne dorme à la rue dans notre pays. Au début de l'année 2022, 1 000 enfants se voyaient chaque soir opposer un refus par le 115 faute de places d'hébergement pour la nuit même, et étaient renvoyés vers la rue, un squat, un bidonville ou un porche d'immeuble. Ce chiffre terrible est passé à 1 600 à la rentrée scolaire, puis à 2 000 aujourd'hui. Cette situation est intolérable. Ces enfants vivent et grandissent dans des environnements néfastes à leur développement et à leur bien-être, et ont beaucoup de mal à voir leurs droits fondamentaux respectés, en particulier le droit à l'éducation ou à la santé.

Épuisement, dégradation de l'état de santé, développement de troubles de la santé mentale, retards de motricité, malnutrition, perte de confiance, difficultés à faire ses devoirs, changements d'école à répétition voire déscolarisation... Les conséquences de la précarité résidentielle sont tous les matins sous nos yeux. Bien des efforts sont déployés par l'État et les collectivités, notamment depuis la crise du Covid-19. Cependant, tant que des enfants par centaines restent sur le pavé de nos villes, nous devons maintenir les engagements. Alors que la situation s'aggrave de mois en mois à Paris, Lyon, Clermont-Ferrand, Rennes, Grenoble, Strasbourg, en Seine-Saint-Denis, de nombreux hôtels sont en train de fermer pour travaux, dans la perspective de la Coupe du monde de rugby 2023 et des Jeux Olympiques 2024. Surtout, la baisse annoncée de 14 000 places d'hébergement dans le budget 2023 de l'Etat est profondément inquiétante et risque d'aggraver encore la crise que nous traversons.

Le gouvernement présente cette baisse des places d'hébergement comme la contrepartie du déploiement depuis cinq ans du plan « Logement d'abord ». Nous partageons tous la préférence pour des solutions de logement durable plutôt que d'hébergement d'urgence. D'autant plus que les conditions de vie à l'hôtel sont indécentes pour les près de 30 000 enfants qui y vivent. Mais les chiffres des refus au 115 montrent que les logements disponibles, en particulier les logements sociaux, sont encore trop rares pour se permettre dès aujourd'hui de réduire le parc d'hébergement, sous peine de voir des milliers de personnes condamnées à l'errance et à la rue.

Le droit au logement est un objectif à valeur constitutionnelle et un droit consacré par la Convention internationale des droits de l'enfant. L'accueil inconditionnel en hébergement est reconnu dans la loi depuis des années, quelle que soit la situation des personnes en détresse. L'État doit faire respecter ces principes de base sans attendre, en produisant et en attribuant davantage de logements sociaux pour les personnes sans domicile et en maintenant le financement de places d'hébergement à la hauteur des besoins. »

## **La liste des signataires :**

- Manuel Domergue, directeur des études de la Fondation Abbé Pierre et porte-parole du Collectif des 39 Associations Unies (CAU)
- Nathalie Latour, directrice de la Fédération des Acteurs de la Solidarité et porte-parole du Collectif des 39 Associations Unies (CAU)
- Adeline Hazan, présidente UNICEF France
- Collectif Jamais Sans Toit (Lyon)
- Les collectifs des parents d'élèves des écoles de Rennes
- Eric Labastie, président de la FCPE
- Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre
- Maud Bigot, vice-présidente Fédération Nationale des Samu Sociaux
- Pascal Isoard Thomas, directeur général de l'association ALYNEA, porteur du Samu Social 69
- Margaux Gaillard, déléguée générale de l'Association La Cloche
- Léonard Nzitunga, président de la Fédération Santé Habitat
- Marianne Auffret, directrice générale de l'Union nationale pour l'habitat des jeunes
- Anthony Ikni, délégué général du Collectif national droits de l'homme Romeurope
- Patrick Baudouin, président de la Ligue des droits de l'Homme
- Françoise Dumont, présidente d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme
- Bérangère Grisoni, présidente du Collectif Les Morts de la Rue
- Samira El Alaoui- directrice de l'association Les Enfants du Canal
- Cécile de Clermont, déléguée générale adjointe de la Fédération de l'Entraide protestante
- Jean-François MARUSZYCZAK, directeur général Emmaüs France,
- Baudouin de Pontcharra et Maxime Baduel, président et directeur de la fédération Solidarité nouvelles pour le logement
- Marie-France Eprinard, présidente d'Emmaüs Solidarité
- Michel Platzer, département Logement ATD Quart Monde
- Aurélie El Hassak Marzorati, déléguée générale du CASP
- Marie-Andrée Blanc, présidente de l'Union nationale des associations familiales (Unaf)
- Jean-Michel David, président de l'Union Nationale des Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes (UNCLLAJ)
- Véronique DEVISE, présidente du Secours Catholique - Caritas France
- Jérôme Voiturier, directeur général de l'UNIOPSS
- Suzanne de Cheveigné, présidente des Compagnons Bâisseurs
- Florence Rigal, présidente de Médecins du Monde
- Isabelle Santiago, députée du Val-de-Marne et vice-présidente de la Délégation aux droits des enfants (Socialistes-NUPES)
- Stella Dupont, députée de Maine-et-Loire (Renaissance)

- Olivier Serva, député de la Guadeloupe (Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires)
- Julien Bayou, député de Paris (Ecolo-NUPES)
- William Martinet, député des Yvelines (LFI-NUPES)
- Danielle Simonnet, députée de Paris (LFI-NUPES)
- Elsa Faucillon, députée des Hauts-de-Seine (PCF-NUPES)
- Stéphane Peu, député de Seine-Saint-Denis (PCF-NUPES)
- François Piquemal, député de Haute-Garonne (LFI-NUPES)
- Léo Walter, député des Alpes-de-Haute-Provence (LFI-NUPES)
- Marie-Charlotte Garin, députée du Rhône (Ecolo-NUPES)
- Aurélien Taché, député du Val-d'Oise (Ecolo-NUPES)
- Marie Pochon, députée de la Drôme (Ecolo-NUPES)
- Julie Laernoës, députée de Loire-Atlantique (ECOLO-NUPES)
- Jean-Claude Raux, député de Loire-Atlantique (ECOLO-NUPES)
- Benjamin Lucas, député des Yvelines (ECOLO-NUPES)
- Francesca Pasquini, députée des Hauts-de-Seine (ECOLO-NUPES)
- Sabrina Sebaihi, députée des Hauts-de-Seine (ECOLO-NUPES)
- Philippe Naillet, député de La Réunion (Socialistes-NUPES)